

Grabuge à Grabo

Patrick Lemieux

L'auteur est diplômé de droit de l'Université de Sherbrooke et a une maîtrise en administration des affaires de ESADE, Espagne. Il travaille depuis 2001 auprès de l'organisation Médecins Sans Frontières. Il a participé à des missions en Côte d'Ivoire, en République Démocratique du Congo, au Darfour et au Burundi, entre autres.

Le texte suivant est le récit d'une expérience vécue. Il est écrit à la première personne afin de mieux transmettre aux lecteurs la réalité à laquelle font face les travailleurs humanitaires dans les zones de conflit.

Il portait un nom hollandais. Van quelque chose. Un grand maigre. C'était un soldat de la Légion Étrangère, un dur. « Attendez ! » Il nous a fait signe, son doigt sur la gâchette. Les Français s'acharnaient à décanter la situation. Ils avaient pris position, stratégiquement, autour de leurs véhicules blindés et près d'endroits où ils pouvaient s'offrir un peu de protection si les choses se gâtaient. Les soldats ivoiriens, quant à eux, se prélassaient autour du barrage qui marquait le début du centre du village. Leurs commandants les surveillaient depuis leur abri ombragé, sous une bâche en plastique UNHCR, profitant d'une petite bière à l'ombre. Ils n'appréciaient pas vraiment que les Français viennent se mêler de leurs affaires, et c'est ce qui expliquait la soudaine prise de bec entre quelques soldats. Un des commandants à l'ombre se leva, chargea son arme et lança tout fort quelques mots en dioula. Puis il se rassit, satisfait. Trois soldats ivoiriens baissèrent aussitôt leurs armes, et la tension chuta du même coup. Le Hollandais enleva son doigt de la gâchette. Le commandant français vint alors vers nous. Je le connaissais, l'ayant rencontré deux jours auparavant alors que nous nous dirigeons vers Tabou.



Il nous salua d'un ton bas et grave. « Vous venez évaluer la situation ici ? » Je répondis à l'affirmative en l'interrogeant sur la sécurité dans les environs. Il me répondit que les rebelles n'étaient pas soupçonnés se trouver à proximité, tout en me mettant en garde sur des choses étranges qui se passaient dans le coin. « Des choses qui ne sont pas très jolies. Nous n'arrivons pas à savoir quoi. Ils ne nous le permettent pas » expliqua-t-il en nous indiquant de la tête les soldats ivoiriens. Il nous demanda d'essayer d'aller voir ce qui se passait, estimant que nous aurions, en tant que travailleurs humanitaires, plus de facilité à entrer en contact avec les gens. « Y a de quoi pas beau ici » insistait l'officier. « Comme quoi ? Sommes-nous en danger ? » demandais-je. « Non, non, ce n'est pas vous ou nous. Ce sont les déplacés. Ils veulent parler, mais on les empêche. Peut-être avec vous, ils arriveront à s'exprimer. Nous, on doit continuer un peu plus loin. On repasse au retour, plus tard. Bonne chance » nous souhaita-t-il. Sur ce, il signala le départ à ses hommes et tous montèrent à bord des véhicules blindés.

Ma collègue Nelke et moi sommes descendus du véhicule, accompagnés par le docteur Aoussou, un Ivoirien qui était autrefois le médecin du centre de santé de la place. Il y retournait pour la première fois depuis que le village avait été repris par l'armée ivoirienne, il y avait environ un mois.

Le marché était bondé et, contrairement aux mercredis habituels, il n'y avait pratiquement rien sur les étalages.

À cette époque, et pendant deux longues semaines, il avait été retenu de force par les rebelles lorsque le village était tombé violemment entre leurs mains. Nous nous sommes approchés des commandants ivoiriens pour leur expliquer qui nous étions et ce que nous venions faire ici ; une évaluation de la situation de la population locale et des déplacés. Ils étaient réceptifs et nous ont promis leur entière collaboration. « Vous pouvez circuler librement, à l'intérieur du village, mais ne vous aventurez pas trop loin du centre. L'ennemi est là à nous guetter ». Un petit marché longeait le seul chemin du village. Les gens y vendaient quelques produits disparates, peu en nombre et en variété. Le marché était bondé et, contrairement aux mercredis habituels, il n'y avait pratiquement rien sur les étalages. Les gens souffraient et les visages que nous croisions nous le confirmaient.

Devant le bureau de la Croix-Rouge local, nous avons ralenti le véhicule. Il est toujours d'ordre que les ONGs locales facilitent la visite de nouvelles ONGs, du moins des ONGs internationales. Par souci d'aider, ou par espoir de dénicher des fonds, ils sont toujours très accueillants et disponibles pour nous fournir un traducteur local, des statistiques, un résumé de la situation telle qu'ils la voient, etc. Sur place, le constat était simple. Des centaines de personnes (la Croix-Rouge en avait enregistrées au dessus de 800), étaient amassées là où l'espace de l'enclos du centre le permettait. Ils s'y étaient regroupés, entassés l'un sur l'autre, depuis maintenant une dizaine de jours, vivant sur un maigre repas quotidien pris depuis leur réserve, pour ceux à qui il en restait, ou, dans la plupart des cas, donné par la Croix-Rouge ou même par les militaires. Les conditions étaient déplorables. « Ils nous tuent », me dit un homme d'un ton désespéré. « Il ne faut pas nous laisser ici. Chaque jour, ils viennent nous chercher, surtout les hommes, et on n'en revient plus.



Clinique mobile et soins aux patients

Image provenant du site
http://www.cicr.org/Web/ire/sitefre0.nsf/htmlall/cote_d_ivoire?OpenDocument

Nous entendons les coups de feu. Quelques nouveaux arrivés hier ont même vu le charnier où ils entassent les cadavres. » Il courait un grand risque en nous parlant ainsi. Il sera certainement questionné durement plus tard, lorsque nous serions partis. Il le savait, mais il fallait qu'il me parle. Personne n'osait même sortir de l'enclos du centre tellement ils avaient peur de ne plus revenir. « Il faut nous sortir d'ici. »

Chaque jour, ils viennent nous chercher, surtout les hommes, et on n'en revient plus.

Environ une heure plus tard, toutes les informations en main (e.g. personnes déplacées, population locale, latrines, quantité d'eau et nourriture disponibles, morbidités principales, décès et leurs causes), nous avons rebroussé chemin. En quittant, nous avons fait part de nos constatations aux militaires ivoiriens. Le plus grand problème était la protection des déplacés. Ils étaient tous d'origine autre qu'ivoirienne et étaient, de ce fait, persécutés par la population locale, surtout par les jeunes, ces milices que l'armée d'Abidjan avait encouragées à s'armer pour estomper la rébellion. Venaient ensuite les questions de sécurité alimentaire et de santé. Le pays était effectivement aux prises avec une crise profonde, une guerre civile qui avait déchiré le pays en deux. La xénophobie y jouait un grand rôle.



Distribution de nourriture

Image provenant du site

http://www.cicr.org/Web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/cote_d_ivoire?OpenDocument

De retour à Tabou, où nous logions et où le HCR basait certaines de ses opérations (visant le rapatriement de réfugiés libériens vers leur pays – ou à d’autres moments des réfugiés ivoiriens vers le leur – le tout changeait fréquemment tellement la situation était volatile dans ce coin du pays), nous avons immédiatement sommé les autorités militaires, civiles et même religieuses de la région et d’Abidjan d’adresser la situation à Grabo.

Le pays était effectivement aux prises avec une crise profonde, une guerre civile qui avait déchiré le pays en deux.

Nous avons également contacté d’autres ONGs, dont le CICR et le HCR. Mandaté cependant pour apporter une assistance et une protection aux personnes réfugiées, et non déplacées à l’intérieur, le HCR pouvait néanmoins exercer une pression sur les autorités, et peut-être même mobiliser des ressources pour transporter de manière sécuritaire les déplacés vers des zones moins hostiles. Quant au CICR, son mandat incluait justement de tels cas de protection. En quelques jours, ils envoyèrent une équipe sur place, et un transport vers Tabou fût organisé. Malheureusement, il se fit avec les drapeaux de la Croix-Rouge et sous importante escorte militaire – un accroc flagrant du principe de neutralité, si cher à cette organisation et à la nôtre. Les déplacés de Grabo furent installés au niveau du centre de transit du HCR, d’où la majorité commença un long voyage périlleux vers leur pays d’origine. ■



Image provenant du site <http://www.msf.fr>



Saviez-vous que ?*

➤ L’association Médecins Sans Frontières fut créée le 20 décembre 1971 par un groupe de médecins et de journalistes. Lors de la guerre de sécession du Biafra en 1969, des médecins de la Croix-Rouge française furent scandalisés par la situation dans cette région du monde et décidèrent de créer une organisation médicale agissant dans les régions sinistrées du monde.

Source : <http://www.msf.fr>

➤ Médecins Sans Frontières reste d’abord attaché au principe d’indépendance face aux pouvoirs politiques, religieux, militaires et économiques. Cette indépendance trouve aussi sa source dans l’indépendance financière de l’association qui est financée en majorité par des donateurs privés (89% en 2002) mais aussi par l’Union Européenne et le UNHCR. Parallèlement, Médecins Sans Frontières souhaite conserver son impartialité et sa neutralité. Cette attitude lui permet d’accéder plus facilement aux populations dans le besoin car l’association ne pose pas de jugement sur le conflit dans lequel elle s’implique.

Source : <http://www.msf.fr>

➤ En contraste, Médecins du Monde ne se positionne pas en faveur de la neutralité absolue. Cette association, issue du mouvement des *French Doctors* a été créée en 1971 sous l’initiative de Bernard Kouchner et de Max Récamier. En rentrant du Biafra où ils agissaient sous l’égide de la Croix-Rouge, ces médecins ont senti le besoin de rompre avec la neutralité et le silence des grosses organisations. Cependant en 1979, des divergences se créent au sein du groupe lors de l’opération «*Un bateau pour le Vietnam*». Bernard Kouchner défend l’idée qu’il faut médiatiser l’évènement en invitant des journalistes à bord qui pourront témoigner des violations des droits de l’Homme. ➡

Cette initiative n'est pas appréciée par les autres membres du groupe ce qui poussera Kouchner et quelques autres à quitter l'association pour fonder Médecins du Monde en mars 1980.

Source : <http://www.medecinsdumonde.org/>

- Le concept de droit d'ingérence, adopté en 1987, sert de support aux opérations de Médecins du Monde, et ce, notamment en Arménie, au Kurdistan et en Somalie. L'association utilise aussi la *Charte européenne de l'action humanitaire*, signée à Cracovie en 1990, comme base pour ses actions.

Source : <http://www.medecinsdumonde.org/>

- Jean-Pierre Willem a créé l'organisation Médecins Aux Pieds Nus (MAPN) en 1987 en tentant de repenser le concept de solidarité internationale. L'action humanitaire doit être le point de départ d'une initiative et non sa neutralité. L'association doit viser le développement à long terme de la communauté.

Source : <http://www.mapn.org/>

- Médecins Aux Pieds Nus met davantage l'accent sur l'environnement physique et culturel d'une population en valorisant les connaissances traditionnelles de celle-ci. Cinq objectifs doivent être atteints : l'accès à l'autonomie médicale et l'amélioration de l'équilibre alimentaire, la revalorisation des identités culturelles et des connaissances médicales, l'échange et la transmission des connaissances, la préservation de la biodiversité et la sensibilisation aux problèmes environnementaux et un développement intégral endogène des communautés.

Source : <http://www.mapn.org/>

- * Préparé par **Julie Boileau**, auxiliaire de recherche à la *Chaire de recherche du Canada en sécurité internationale* de l'Institut.

Activités publiques organisées par les HEI

Vendredi et samedi 11 et 12 mars 2005	Colloque <i>Quelles institutions pour les Amériques ? / What Institutions for the Americas ?</i> au Cercle du Pavillon Desjardins (4 ^e étage)
Mercredi 23 mars 2005	Conférence, Lieutenant-colonel Pierre Trudel , Opérations courantes de l'OTAN, SHAPE <i>Des Balkans à l'Irak - l'OTAN en opérations</i> 11h30 à 12h30, Salle 3470, Pavillon Charles-De Koninck
Jeudi 24 mars 2005	Séminaire étudiant chercheur, M. Ricardo Caichiolo , étudiant au doctorat en science politique <i>Vers un nouveau leadership ? La politique étrangère du Brésil</i> 15h30 à 17h00, salle à confirmer
Jeudi au samedi 7 avril 9 avril 2005	<i>Sur la piste des réfugiés</i> Du 7 au 9 avril prochain se tiendra sur le site de l'Université Laval un important événement de sensibilisation à la situation des réfugiés et des déplacés dans le monde. Cette activité comprend une simulation d'un camp de réfugiés, la présentation d'une pièce de théâtre, un forum d'information ainsi que plusieurs conférences. Si vous désirez vous impliquer à titre de participant à la simulation, vous devez assister à une séance d'information qui aura lieu soit le 8 mars à 12h à la salle DKN 3244, soit le 10 mars à 18h45 à la salle PAP 2327. Pour de plus amples renseignements : surlapistedesrefugies@yahoo.ca

Pour plus d'informations sur ces activités, contactez le Programme paix et sécurité internationales à l'adresse suivante : psi@hei.ulaval.ca

Sécurité mondiale

- Rédaction : *Chaire de recherche du Canada en sécurité internationale*
 - Publiée par : *Le Programme Paix et sécurité internationales*
Gérard Hervouet, Directeur
Institut québécois des hautes études internationales (HEI), Université Laval
 - Supervision éditoriale : **Claude Basset**
 - Conception et réalisation graphique : **Alphatek**
- Le bulletin Sécurité mondiale est accessible sur Internet à l'adresse suivante : www.ighei.ulaval.ca*
Pour informations : (418) 656-7771